

Suffit les débrayages platoniques !

COMMENT PRÉPARER LA GRÈVE

Le gouvernement de la CAQ a été on ne peut plus clair avec le Front commun : 10,3 % sur cinq ans et mangez de la chnoute. Même histoire avec les infirmières et la FAE : acceptez nos offres dérisoires et retournez « servir » (comme dans « servantes »). C'est tout ce que la stratégie de négos des chefs syndicaux actuels est allée chercher, même en déclenchant des grèves tournantes ou en annonçant la grève générale illimitée comme la FAE. Alors qu'est-ce qu'on fait ? Attendre un autre 0,5 %, que le gouvernement coupera ailleurs ? Les syndiqués du secteur public, et la population qu'ils desservent, méritent mieux et ils *peuvent* aller chercher *beaucoup* mieux. Comme nous disions dans notre tract du 20 septembre (publié en page 3) : « la lutte actuelle du Front commun doit viser ni plus ni moins qu'à renverser la vapeur et à *casser* ce gou-

vernement rétrograde ! » C'est là la seule stratégie qui puisse gagner mieux que des miettes et stopper la décrépitude des services publics et des conditions de travail dans l'avenir.

Mais à l'inverse, la méthode actuelle du Front commun est de faire des manifs-parades, des grèves tournantes impuissantes et des « relations publiques » qui ont toutes démontré leur échec. Des voix s'élèvent d'ailleurs à gauche pour la grève générale illimitée. Mais si une telle tactique semble inéluctable, la question qui se pose, c'est : pour accomplir quoi ? Dans quelle direction ? Et *sous* quelle direction ? Ne nous le cachons pas : une grève générale déclenchera des décrets de retour au travail et de la répression judiciaire, voire policière, contre les grévistes et leurs dirigeants. Conduire la grève générale, ça veut

aussi dire organiser pour casser la répression qui s'ensuivra. Il faut s'y préparer maintenant !

En mai 1972, des centaines de milliers de travailleurs du secteur privé sont sortis en grève générale spontanée pour défendre leurs trois chefs syndicaux emprisonnés suite aux grèves du Front commun. C'est ce qu'il faudra encore une fois pour combattre les lois de retour au travail inévitables de la CAQ — sauf que cette fois, contrairement à 1972, il faut **organiser** et **préparer** une telle riposte à l'avance pour ne pas finir en queue de poisson, comme quand Laberge, Pepin et Charbonneau ont dit à leurs membres de retourner au travail sans toucher à un poil de Bourassa. Les chefs syndicaux actuels ne sont d'ailleurs qu'une bien pâle copie de ces bureaucrates de la Révolution tranquille (au moins Laberge pouvait scander qu'il fallait « casser le régime » !), mais ils partagent leur programme fondamental qui cherche le « partenariat » avec l'État québécois. Au diable le partenariat ! Il faut que ce soit les travailleurs qui dictent les règles !

Nous mettons de l'avant le programme d'action suivant que tous et toutes les syndiqué-e-s qui veulent la victoire peuvent mettre de l'avant dans les instances syndicales et sur les lignes de piquetage dès aujourd'hui :

- **Contrôle syndical des services essentiels !** En 1972, il n'y avait pas de loi des services essentiels, et personne n'en est mort ! Le gouvernement utilise cette loi pour rendre impuissantes les grèves du secteur public. Ce sont aux infirmières et autres travailleuses et travailleurs de décider ce qui est essentiel ou non et de prendre soin des urgences gratuitement (laissez faire la carte soleil !). Il faut aussi rallier ces nombreux médecins qui sont sympathiques aux grévistes et les faire servir bénévolement pendant la grève, sous contrôle syndical !
- **Mobiliser les syndicats du privé maintenant !** Il faudra leur appui pour faire face aux décrets anti-grève du gouvernement. Il faut organiser maintenant la campagne de mobilisation auprès de ces travailleurs qui ont un intérêt immédiat à de meilleurs services publics au Québec. Et ce n'est pas trop compliqué : presque tous ces ouvriers — en construction, dans les mines, en mé-

tallurgie, dans les transports, etc. — sont dans les mêmes grandes centrales qui constituent le Front commun. Rallier ces syndiqués du privé est la seule campagne de « relations publiques » qui tient la route ! Ces travailleurs doivent être prêts à sortir dès que Legault annoncera les inévitables « lois spéciales ». Allons les rallier maintenant !

- **Sortez les carrés rouges : mobiliser les jeunes et les étudiants !** Des services publics gratuits et de qualité, c'est aussi une éducation accessible à tous. Les jeunes font face à un coût de la vie insupportable et à un avenir de misère, de destruction environnementale, de guerres et d'oppression. Il faut leur faire comprendre que seul le mouvement ouvrier peut renverser la vapeur et leur donner un espoir d'un monde meilleur. Mettons les jeunes des universités, des cégeps et des polyvalentes (et leurs parents) au service de la lutte syndicale ! Toutes les associations étudiantes doivent activement se rallier au Front commun — un peu de l'esprit de 2012 que diable !
- **Cassons ce gouvernement rétrograde !** Travailleurs, femmes, jeunes, immigrants : tout le monde est victime des monocrates de la CAQ ! L'État québécois est l'État des boss québécois, pas des travailleurs. Si on veut gagner les grèves dans le secteur public, il faut que Legault soit mis en face d'une crise sociale qui menace de le faire tomber — alors seulement on aura notre 20 %. Les stratégies de négos platoniques des chefs syndicaux actuels sont un échec et un cul-de-sac total, il faut renverser la vapeur !
- **Pour un parti des travailleurs !** La véritable libération nationale du Québec se fera sous la direction de la classe ouvrière. Ce n'est pas le Parti québécois qui va nous aider. Son « appui » au Front commun n'est que la bonne vieille stratégie du PQ pour harnacher les syndicats à « l'État québécois » et les rendre impuissants. Si par miracle Paul St-Pierre Plamondon arrivait à gagner un référendum, il n'aurait non plus aucune stratégie pour gagner la cause de l'indépendance face aux menaces d'Ottawa et de Washington — seule la classe ouvrière peut gagner la lutte de libération nationale du Québec ! Quant à Québec solidaire, ce parti des petites gens « wokes » des centres-villes ne va sûrement pas se dresser sérieusement devant l'establishment capitaliste !

Ça va prendre une nouvelle direction des syndicats pour gagner, une direction qui pourra mener les luttes du secteur public, et les autres à venir, à la victoire. Le Front commun, la FIQ et la FAE doivent être dirigés par des organisateurs qui comprennent que les travailleurs et travailleuses du Québec n'ont aucun intérêt commun avec les boss du Québec et du Canada et les gouvernements qui les représentent. Pour gagner même une petite bataille, il faut être capable de voir ce que ça prend pour gagner la guerre. **Victoire pour le Front commun, la FIQ et la FAE ! Assez des stratégies platoniques et impuissantes des chefs syndicaux : préparons-nous pour une grève générale capable de casser la dictature de Legault !** ■

RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste au Québec et au Canada, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Charles Galarneau

Réalisation : V. Pielt

Diffusion : Miriam McDonald

République ouvrière est édité par Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8. Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2023
La date de tombée pour ce numéro est le 19 novembre 2023.

Impression syndicale

Numéro de convention : 40050911
Automne 2023

ISSN : 2561-0872
Date de publication : novembre 2023

Le Front commun doit casser cette dictature de mononcles!

Nous réimprimons ci-dessous un supplément à République ouvrière publié le 20 septembre 2023.

« Nous faisons face à un mur » dit le Front commun syndical des employés du secteur public (*Info-négo*, 11 septembre). « Les conditions d'exercice d'emploi sont épouvantables » a résumé Magali Picard, présidente de la FTQ. En effet : salles de classe bondées, urgences qui débordent, manque de garderies, listes d'attente partout ; bas salaires, temps supplémentaire obligatoire... Tout le monde le sait : la structure des services publics issue de la Révolution tranquille tombe en lambeaux, et si rien ne change ça va juste continuer d'empirer. Les « solutions » de Legault et de ses ministres, qui semblent tous sortir d'un film d'Elvis Grattton, consistent à augmenter encore plus les charges de travail et de couper dans les dépenses, tout en tentant de changer de sujet et de créer de l'hystérie collective contre les groupes vulnérables comme les immigrants et les personnes trans. Quant à elle, l'« opposition » parlementaire est on ne peut plus pathétique et à date rien ni personne ne se présente comme une alternative sérieuse.

Les 600 000 membres du Front commun, de la FIQ et les profs de la FAE ont démontré leur désir de se battre, et la population dans son ensemble peut et doit être mobili-

sée pour leur cause. Des augmentations de 20 %, défendre la caisse de retraite, l'amélioration des conditions de travail sont des demandes minimales on ne peut plus justes ; se mobiliser dans le plus grand Front commun en 50 ans est certainement un bon point de départ. Mais comment *gagner* cette bataille ? Même si la CAQ navigue présentement de crise en crise, le gouvernement anti-ouvrier et antisindical de Legault ne va rien céder à moins de risquer de tout perdre. Alors la lutte actuelle du Front commun doit viser ni plus ni moins qu'à renverser la vapeur et à *casser* ce gouvernement rétrograde !

Pour commencer, il faut reconnaître les intérêts antagonistes du gouvernement d'un côté et des travailleurs/travailleuses de l'autre. L'intérêt du gouvernement Legault est de faire marcher la machine économique et sociale du Québec dans le sens de son programme pour plus d'« autonomie » dans le cadre du fédéralisme canadien et du système impérialiste mondial : son *intérêt* est donc de couper les salaires et toutes les dépenses qui affectent son déficit et sa cote de crédit. L'intérêt des travailleurs est de défendre leurs conditions de vie et de travail, et d'obtenir de meilleurs services publics gratuits et de qualité pour toute la population.



Manif du Front commun à Montréal le 23 septembre.

Hughes/PC



Robillard/Journal de Montréal

Le fédéraliste antisyndical et rétrograde François Legault et son partenaire libéral anti-Québec Justin Trudeau.

Les syndicats organisent maintenant des votes de grève, ce qui est évidemment essentiel — mais la question qui se pose c'est quelle stratégie peut contrer les armes du gouvernement-patron ? L'argument-massue du gouvernement contre les syndicats, c'est que le Québec manque d'argent : « À un moment donné, il faut être raisonnable » a vitupéré François Legault. Il ne peut pas y avoir de « la Labatt bleue pour tout le monde ». Utiliser l'épouvantail des déficits et des augmentations d'impôts pour tenter de rallier la population contre les travailleurs et travailleuses du secteur public est une tactique vieille comme le monde. Et c'est une tactique *qui marche* parce que la réponse du mouvement ouvrier jusqu'à présent a toujours été dans le même cadre de ce qui est dans l'intérêt de « l'État québécois ». Les chefs syndicaux cèdent ainsi d'avance le terrain de la bataille à l'employeur, en réduisant leur stratégie à ce qui est réalisable dans la logique budgétaire du gouvernement, suggérant simplement de mieux répartir les ressources, d'annuler les baisses d'impôts ou de se montrer plus « éthique » : « Si le gouvernement veut être un employeur de choix, comme il le prétend, cela doit se traduire dans ses offres » (*Info-négo*, 11 septembre).

Mais même pour atteindre les objectifs de base du Front commun, il va falloir *rompre* avec cette logique. En d'autres mots, il n'y aura pas d'améliorations réelles des conditions de travail dans le secteur public sans une bataille rangée *contre* les intérêts de Legault et de la classe capitaliste québécoise qu'il représente. Et avec un taux de syndicalisation de 40 % au Québec, parmi l'un des plus élevés au monde, et de 85 % dans le secteur public, ça ne devrait pas être si compliqué d'imposer la volonté des travailleurs et travailleuses. Pourtant, depuis plus de quarante ans, les syndicats du secteur public vont au contraire de défaites en défaites, et ça ne présage rien de bon pour 2023 non plus. La cause principale pour cet état de fait, c'est le dogme de la « concertation », devant lequel se prosternent tous les chefs syndicaux.

Cette stratégie de la « concertation » est enracinée dans la croyance que la nation québécoise dans son ensemble — travailleurs et patrons — ont des intérêts communs. Mais si la création d'un État québécois fut effectivement une mesure de défense élémentaire contre l'oppression de tous les Québécois par les impérialistes anglophones, cela ne signifie *pas* que la contradiction fondamentale entre travailleurs et patrons disparaisse. Peu importe le parti au pouvoir, « l'État » québécois (vraiment une province de l'État canadien oppresseur) demeure l'instrument des employeurs, jamais celui des travailleurs : sinon, ça ferait belle lurette que les problèmes des services publics seraient résolus !

La pandémie de Covid-19, la guerre en Ukraine, la crise économique mondiale continuent d'avoir des impacts dévastateurs sur la population, au Québec comme ailleurs. Nous vivons dans une période de plus en plus instable, où le règne de la mondialisation néolibérale dominée par les États-Unis commence à s'effondrer. Ça veut dire que les attaques contre la classe ouvrière vont aller en s'intensifiant partout

dans le monde, alors que les grandes puissances et leurs laquais se repositionnent et cherchent à faire payer la facture aux travailleurs et aux plus démunis. Raviver un mouvement ouvrier qui sait se défendre est donc vital *ici et maintenant*. Mais pour gagner, le mouvement ouvrier doit être dirigé sur la base que les intérêts de la classe ouvrière et des patrons sont *irréconciliables*.

Les vraies leçons de la Révolution tranquille

Évidemment, les concepts de « concertation » ne tombent pas du ciel. Après deux cents ans d'oppression nationale abjecte sous les exploiters anglo-américains soutenus par l'Église catholique, la nation québécoise a pu se relever et faire des bonds de géant grâce aux réformes chapeautées par les gouvernements québécois des années 1960-70. Mais la véritable force motrice de ces bouleversements, *c'était la classe ouvrière*. Si la Révolution tranquille n'a pas mené à la libération nationale et sociale qu'elle promettait, c'est précisément parce que le mouvement ouvrier a été subordonné aux élites bourgeoises et aux partis politiques nationalistes qui faisaient obstacle à chaque pas aux avancées progressistes de la Révolution tranquille.

S'appuyant d'un côté sur la puissance des travailleurs québécois pour arracher des concessions aux impérialistes anglophones, les gouvernants freinaient en même temps ce mouvement parce qu'ils n'allaient jamais remettre en question la cause fondamentale de l'oppression nationale du Québec *et* de l'exploitation des travailleurs : le système impérialiste mondial.

Le déclin de la lutte de libération nationale et la décrépitude des services publics trouvent leur origine commune dans les défaites de la classe ouvrière québécoise aux mains des élites nationalistes québécoises. Les attaques du gouvernement Lévesque contre les syndicats du secteur public en 1982-83 ont été le point tournant. Mais la défaite syndicale de cette époque, qui a présagé toutes

les autres, avait été causée d'abord et avant tout par le soutien politique, explicite ou implicite, au PQ par les chefs syndicaux dans les années 1970-80 — qui constitue aussi l'origine même de la politique de « concertation » des syndicats. Ce parti des boss nationaliste québécois prétendait avoir un « préjugé favorable aux travailleurs » afin justement d'harnacher et de contrôler la classe ouvrière du Québec. C'était un pan essentiel de la stratégie du PQ pour la « souveraineté-association », stratégie qui n'a réussi en fin de compte qu'à perdre deux référendums et à imposer l'austérité néolibérale à la classe ouvrière ! Avec leur appui politique au PQ, les directions syndicales de l'époque n'ont fait que *saboter* le mouvement de libération nationale et sociale et portent toute la responsabilité pour l'état lamentable des conditions actuelles !

Ce qu'il fallait au contraire c'était un parti de la classe ouvrière qui luttait pour arracher la direction de la lutte de libération nationale et sociale des mains de l'establishment nationaliste représenté par le PQ (et le Parti libéral de Jean Lesage avant lui). Mais la gauche marxiste durant la Révolution tranquille n'a jamais su se dresser comme une telle alternative — soit qu'elle se tirait dans le pied en niant le caractère progressiste de la lutte pour l'indépendance du Québec (comme le Parti communiste ou les maoïstes), soit elle capitulait à la bureaucratie syndicale nationaliste, comme la plupart des trotskystes, soit les deux en même temps. Et la gauche québécoise d'aujourd'hui, qu'elle soit fédéraliste (La Riposte socialiste ou Parti communiste-Clarté) ou nationaliste (l'aile nationaliste du Parti communiste du Québec, ou encore *l'aut' journal*), fait essentiellement la même chose.

En fin de compte, le véritable bilan de la Révolution tranquille, c'est que « l'État québécois » demeure une *province* subordonnée à l'impérialisme canadien et américain. Ce n'est pas « l'État de tous les Québécois », c'est l'instrument de la bourgeoisie québécoise mièvre et cheap subordonnée au fédéral, et qui va licher les bottes de Wall Street un million de fois avant de libérer le Québec de quelque façon. En prônant la « concertation » avec *ça*, les chefs syndicaux actuels et leurs supporters dans la gauche continuent d'enchaîner les travailleurs non seulement à Legault et aux boss « de chez nous », mais aux capitalistes oppresseurs du Canada anglais et des États-Unis aussi !

Pour la renaissance du mouvement syndical !

L'argument central des chefs syndicaux contre le gouvernement Legault dans les négos actuelles est que celui-ci ne respecte pas ses employés et qu'il ne négocie pas « de bonne foi ». Mais l'État-patron, comme n'importe quel autre employeur en système capitaliste, cherche à



Giroux/CSN

Rassemblement du Front commun au forum de Montréal le 7 mars 1972. La grève générale de mai 1972 a posé la question du pouvoir : qui est maître du Québec, les boss ou les travailleurs ? Mais il manquait une direction révolutionnaire pour gagner.

tirer le plus de la force de travail de ses travailleurs au moindre coût possible. Ce n'est pas une question de morale ou de mauvaise volonté, mais une question *d'intérêts économiques* purs et simples.

C'est au mouvement syndical à faire respecter *ses* intérêts : pour des hausses de salaires massives, pour des conditions de travail décentes, pour la santé et la sécurité, etc. Il faut *contrer* la puissance des patrons — leurs chantages économiques, leurs calomnies et leur répression éventuelle — par la puissance brute du mouvement ouvrier, par les armes de la classe ouvrière : grèves, occupations, lignes de piquetage de masse, etc. Mais ces tactiques élémentaires de la lutte syndicale ne seront efficaces que si elles sont maniées comme des armes dans la guerre entre la classe ouvrière et la classe capitaliste, et non pas pour gagner le « respect » et la « considération » de ce gouvernement antisyndical ! En bref, pour que le Front commun actuel gagne la bataille, il doit viser à *casser* le gouvernement !

Un autre argument utilisé par les chefs syndicaux dans les négos est que les travailleurs ont fait des sacrifices dans la pandémie, donc ils devraient maintenant être compensés pour leurs efforts. Mais *qui* a fait avaler de tels sacrifices aux travailleurs et aux travailleuses, sinon ces mêmes bureaucraties syndicales ? En effet, gobant l'argument moral de « sauver des vies » des gouvernants comme Trudeau et Legault (qui voulaient surtout passer au travers de la crise au coût économique et social le plus bas possible), elles ont agi comme des adjoints du gouvernement en imposant confinements et surtravail à leurs membres. Les résultats ont été dévastateurs : pertes d'emplois, inflation, crise du logement, crise de la santé mentale, systèmes de santé et d'éducation en complet désarroi — et syndicats en déroute. Cette trahison toute récente des chefs syndicaux dans la pandémie n'a donc pas peu aussi contribué à la catastrophe actuelle.



Riendeau/La Tribune

Manifestation d'infirmières de la FIQ à Sherbrooke.

Rejetant le chantage moral des gouvernements du monde entier, il y avait une autre voie possible pour le mouvement ouvrier dans la pandémie. C'était que la classe ouvrière se mobilise en action pour ce qui était *nécessaire* aux travailleurs et à la population dans son ensemble : plus de soins de santé, plus d'écoles, plus d'infrastructures de qualité (et bien aérées), plus de logements. Et c'est toujours ce qui est nécessaire aujourd'hui ! Contre l'argument hypocrite que les grèves du secteur public mettent des vies en danger ou sabotent l'éducation des enfants, il faut répondre par la mobilisation de tous les alliés des travailleurs pour de meilleurs soins et une éducation de qualité et accessible à tous !

La solution est limpide : il faut redonner le momentum au mouvement ouvrier, le raviver en *rompant* avec ses directions procapitalistes *maintenant*. Pour véritablement commencer à renverser la vapeur, défendre les services publics, avoir plus de logements de qualité et abordables, recommencer à faire avancer la lutte de libération des femmes et la quête d'indépendance nationale, il faut rallier les militants syndicaux les plus conscients et les former en une opposition révolutionnaire aux bureaucraties actuelles. Il faut bâtir une nouvelle direction qui non seulement se bat pour réaliser la libération nationale et sociale promise par la Révolution tranquille, mais en même temps pour défendre les acquis les plus élémentaires *tout de suite* ! C'est la perspective que la Ligue trotskyste au Québec et au Canada met de l'avant en luttant pour construire un parti révolutionnaire qui se bat pour une république ouvrière. En l'absence d'une telle alternative, c'est clair que les choses ne vont que continuer d'empirer.

Syndicalisme de combat ?

Toute la gauche québécoise est également mise au défi. Mais au niveau des stratégies proposées de ce côté-là, c'est plutôt pathétique. Le plus gros groupe marxiste au

Québec à l'heure actuelle, La Riposte socialiste, *rejette* explicitement la lutte pour la direction révolutionnaire des syndicats sous prétexte que la gauche est « trop petite » (« Perspectives 2023 de La Riposte socialiste », marxiste.qc.ca, 7 juin). Au lieu de cela, La Riposte s'agit dans les syndicats pour qu'ils reviennent au « syndicalisme de combat » des années 1970, critiquant les bureaucrates plus conservateurs qu'elle accuse de « syndicalisme d'affaires » et donnant son soutien à ces dirigeants syndicaux « de gauche » qui font écho à leur perspective, comme le Conseil central de Montréal de la CSN.

Évidemment, un peu de l'esprit combatif de mai 1972 ne ferait pas de tort ! Mais en soi la politique du « syndicalisme de combat » n'offre aucune perspective de victoire parce qu'elle n'est essentiellement que l'exaltation du militantisme syndical « pur ». L'idée qu'on puisse gagner plus d'acquis graduels pour les travailleurs avec le simple militantisme syndical « en entreprise » est un cul-de-sac : la partie patronale est organisée jusque dans les plus hautes sphères de l'État, elle a des chefs, elle a des polices et des armées si nécessaire, et elle va toujours chercher à reprendre de la main droite ce qu'elle peut concéder de la main gauche. Pour gagner, les travailleurs doivent se doter d'organiseurs qui comprennent et savent contrer les manœuvres des boss, d'un état-major qui sait engager chaque bataille dans le but de gagner la guerre — toutes choses que le « syndicalisme de combat » étroit et désorganisé ne peut pas fournir.

Même une petite organisation communiste doit s'opposer de façon intransigeante aux dirigeants ouvriers traîtres — qu'ils soient de droite ou « de gauche » — et démontrer la nécessité d'une direction révolutionnaire maintenant, sinon elle ne peut qu'aider à subordonner davantage les travailleurs aux bureaucraties procapitalistes. Le syndicalisme de combat a fini en queue de poisson dans les années 1970 précisément parce qu'il ne représentait *pas* une alternative aux bureaucraties syndicales nationalistes-bourgeoises, ni à la direction du mouvement de libération nationale dans son ensemble. On n'a pas besoin de rejouer dans ce film.

Québec solidaire, l'opposition de pacotille

Au niveau parlementaire, Québec solidaire dit donner son appui aux travailleurs du secteur public et s'opposer en général au privé en éducation et en santé, et se targue d'avoir mis de l'avant les problèmes du logement et du coût de la vie. Selon Gabriel Nadeau-Dubois, la CAQ est « incohérente » et ne connaît pas les problèmes « du vrai monde ». Soit, mais alors qu'une guerre à finir se prépare entre le gouvernement et les syndicats, alors que la tâche de l'heure est justement de se débarrasser de ce gouvernement antisyndical, QS ne fait que rabâcher des évidences et pleurnicher que M. Legault est déconnecté ou pas assez charitable. En d'autres termes, se tourner vers QS pour gagner quoi que ce soit de concret équivaut à vouloir éteindre un feu de forêt avec des ballounes d'eau.

Même si l'aile gauche de QS voudrait que le parti sorte dans la rue et soit plus « anticapitaliste », la réalité c'est qu'un parti de la classe moyenne montréalaise comme QS n'a aucune arme sérieuse pour combattre le patronat qué-



Nelms/CBC

Itinérance à Montréal. Une victoire du Front commun pourrait renverser la vapeur contre le déclin des services publics et la crise sociale au Québec.

bécois qui se tient derrière la CAQ. C'est que fondamentalement, comme les chefs syndicaux, l'« opposition » de QS consiste à vouloir régénérer « l'État québécois » actuel. Mais toute avancée de la classe ouvrière, même les réformes les plus partielles, se frappe nécessairement aux intérêts de la classe capitaliste et ne peut être arrachée qu'en opposition à celle-ci.

Tout le programme de QS étant basé sur le mensonge qu'il est possible de concilier ces intérêts en administrant l'État constitue un obstacle à la mobilisation indépendante des travailleurs contre les patrons, la seule façon de faire avancer leurs intérêts fondamentaux. La leçon fondamentale de la Révolution tranquille c'est justement que si le mouvement ouvrier s'enchaîne à un parti qui ne représente pas ses intérêts mais ceux d'une autre classe (dans le cas de QS les petits patrons, les bobos de Rosemont et du Plateau et les soupes populaires), il va droit dans le mur !

Un programme socialiste pour sortir de la crise

Alors, comment renverse-t-on la vapeur *maintenant* ? La meilleure et seule façon de sortir le Québec de son marasme, c'est d'organiser une vraie lutte contre les mononcles qui gouvernent le Québec ! Le but des grèves du Front commun ne doit pas être simplement de ramener Legault à la table des négos pour obtenir quelques pourcentages de plus, mais d'organiser une vraie *confrontation* qui mobiliserait l'ensemble de la société québécoise contre ce gouvernement qui est l'obstacle à tout progrès social ! Ce ne sont pas les raisons qui manquent et il y a un vrai potentiel de rallier des millions de gens derrière une vraie bataille pour une éducation et des soins de santé de qualité.

Cela inclut une lutte intransigeante pour l'avancement de la condition des femmes. Les enjeux de la pénurie de main-d'œuvre, du surtravail et du temps supplémentaire obligatoire ramènent tous à la réalité de l'oppression

de la femme en système capitaliste : reproduisant son rôle dans la famille nucléaire de prendre soins des enfants, des vieux, et de tout le monde, l'État-patron traite ses employées comme les dernières des servantes. Des mesures nécessaires et vitales comme interdire toute forme de TSO, d'organiser l'embauche massive et la formation sous contrôle syndical de nouveaux immigrants et de sans-emplois, de prendre le contrôle et d'exproprier les cliniques et écoles privées, d'exiger une semaine de travail plus courte (sans perte de salaires) et des investissements massifs en infrastructure et en services sont ou devraient toutes être des objectifs élémentaires du mouvement syndical. Mais quel est l'obstacle immédiat à décupler les investissements dans les services publics et à stopper le déclin de la condition des femmes ? C'est le gouvernement rétrograde de Legault ! La clé pour juste commencer à faire avancer toutes ces questions réside précisément dans la nécessité d'écraser le gouvernement de la CAQ.

Mais tout le problème, c'est que les bureaucraties syndicales (qui font plein de beaux discours en défense des femmes et des services publics) *refusent* d'organiser la lutte avec ce but en tête, parce qu'elles *acceptent* que ce sont les patrons qui gouvernent. Pour gagner, le mouvement ouvrier doit rejeter ces politiques de « concertation » et les dirigeants qui les défendent et se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire qui peut se battre pour les intérêts immédiats des travailleurs et travailleuses, dans la mesure où il se bat en même temps pour l'intérêt général de l'ensemble de la classe ouvrière du Québec et du monde. Son cri de ralliement doit être : Pour la république ouvrière du Québec ! Pour le socialisme international !

À bas la « concertation » avec le gouvernement — dehors les mononcles de la CAQ ! Les services publics doivent appartenir aux travailleurs : prenons-les ! Pour une direction révolutionnaire des syndicats ! Aucune confiance dans les partis capitalistes et nationalistes, ni CAQ, ni PLQ, ni PQ, ni QS — pour un parti des travailleurs anti-impérialiste qui se bat pour l'indépendance et le socialisme ! ■

Meeting-dicussion de République ouvrière

Le Front commun doit casser cette dictature de mononcles !

**Judi, 7 décembre 2023
18 h 30**

**Centre St-Pierre | 1212 rue Panet | Montréal
Salle 105 | (Métro Beaudry)**

Pour nous joindre : (514) 728-7578

✘@Rep_Ouvriere, trotskyste.montreal@gmail.com, icl-fi.org

Contre la censure et l'intimidation dans la gauche

Lettre ouverte à La Riposte

Nous avons envoyé la lettre suivante à La Riposte socialiste le 17 novembre 2023.

Chers camarades,

Nous tenons à vous affirmer notre solidarité et à protester contre les attaques anticommunistes dont La Riposte est victime de la part d'« anarchistes » au cégep du Vieux Montréal (« INTIMIDATION ET HARCÈLEMENT DES COMMUNISTES AU CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL : NOTRE RÉPONSE », page Facebook de La Riposte socialiste à l'UQAM et à l'UdeM, 19 octobre). Nous avons nous-mêmes été victimes d'actes similaires au Vieux, et vous et nous ne sommes certainement pas les seuls. Ces individus ou groupes d'individus devraient recevoir une solide leçon de démocratie ouvrière et nous sommes prêts à participer à toute action commune en défense du droit de diffuser les idées marxistes au cégep. Nous sommes en complet accord avec votre affirmation que : « Les anarchistes ont le droit de ne pas être d'accord avec notre analyse. Mais depuis quand un désaccord idéologique au sein de la gauche peut servir à bannir une organisation et ses militants ? Poser la question, c'est y répondre. »

Mais nous demandons aussi aux camarades de La Riposte s'ils ont l'intention d'appliquer ce noble principe à la Ligue trotskyste. En effet, depuis plus d'un an, La Riposte « bannit » notre organisation de ses

meetings publics, et même de leur périphérie, soi-disant à cause d'un désaccord sur la politique à appliquer par rapport aux manifestations des camionneurs de 2022 contre les mesures sanitaires du gouvernement Trudeau. Nous avons cru, et croyons toujours, que la politique communiste correcte dans la pandémie était de profiter de cette crise du capitalisme pour promouvoir une solution révolutionnaire : mobiliser la classe ouvrière derrière un programme pour ses véritables intérêts en santé, en éducation, en logement, etc., ce qui par nécessité voulait dire s'opposer aux confinements réactionnaires des gouvernements. Qui plus est, il était important qu'au moins un groupe de gauche soit présent dans les manifestations légitimes des camionneurs contre les attaques de Trudeau et présente un pôle autre que celui des civil-libertariens de droite et des complotistes. Mais si La Riposte est convaincu de ses « positions idéologiques » sur cette question (ce qui est aussi son droit), elle devrait pouvoir les défendre sans craindre nos critiques.

Une réponse communiste juste à la crise sociale et la situation mondiale actuelle est trop importante pour le sectarisme et les enfantillages. Nous espérons que les camarades de La Riposte réfléchiront sérieusement aux conséquences de leurs actes.

Pour la clarté politique et la démocratie ouvrière : à bas la censure dans la gauche !

Un programme révolutionnaire au Québec et au Canada

WORKERS TRIBUNE
The ILWU Can Still Win!
1^{er} août 2023

RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE
Le Front commun doit casser cette dictature de monocles !
20 septembre 2023

POUR L'ÉMPIREMENT ET LE SOCIALISME
RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE
Crise sociale et impasse nationale
Il faut l'indépendance et le socialisme !
n° 4, Automne 2022

Abonnez-vous !
☐ 5 \$ 3 numéros de République ouvrière, plus Spartacist édition en français
☐ 5 \$ 3 numéros de Workers Tribune, plus Spartacist édition en anglais

Commandez/payez auprès de : Les Éditions collectives
C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal, QC H2Y 3H8

Pour le droit à l'autodéfense

Mexique

Des fusils pour les femmes !

Nous réimprimons ci-dessous la traduction d'un supplément du 19 août de El Antiimperialista, publication du Grupo Espartaquista de México, section mexicaine de la LCI.

EL ANTIIMPERIALISTA

La situation des femmes au Mexique est simplement horrible : violence domestique, viols, disparitions forcées, meurtres. C'est le cas de Milagros Monserrat, poignardée et vidée de son sang jusqu'à la mort dans les rues de León, Guanajuato, en plein jour le 10 août passé. Les femmes appellent clairement à mettre fin de toute urgence à cette situation. Mais, comment ? Nous appelons à **des fusils pour les femmes !** comme demande immédiate de protection contre la brutalité quotidienne. Armer les femmes aurait un impact direct sur le nombre d'agressions en incitant les agresseurs potentiels à réfléchir à deux fois avant d'agir. Comme on dit : Dieu a créé l'homme et la femme, Samuel Colt les a rendus égaux.

Avec cet appel, nous défions directement le paternalisme machiste qui considère que les femmes doivent dépendre des hommes et de l'État bourgeois pour leur défense. En même temps, il va à l'encontre des stratégies perdantes mises en avant par les féministes et les populistes : des appels à plus de sécurité (ce qui signifie plus de policiers dans les rues), séparation des hommes et des femmes dans le transport et dans les manifestations, implorer le gouvernement de mettre en œuvre des réformes minimales. L'appel à armer les femmes défie le monopole de la violence de l'État capitaliste mexicain – la police, les prisons, l'armée et les tribunaux – qui sert à maintenir le pouvoir et les profits de la classe exploiteuse. L'intérêt de l'État n'est pas de lutter pour la libération des femmes, mais de perpétuer l'oppression.

Armer les femmes donnerait une réponse immédiate à l'épidémie d'agressions violentes contre elles, mais ne résoudrait pas le problème. L'écrasante majorité des cas de violence contre les femmes provient de la violence

domestique, de la part de conjoints et de la famille elle-même. Une arme à feu serait utile dans certains cas, mais ces situations sont complexes et les adresser n'implique pas seulement la défense physique contre la violence. Les conditions brutales des femmes au Mexique sont une conséquence directe du retard social du pays causé par l'oppression impérialiste de toute la nation, qui se manifeste le plus clairement dans le retard extrême des zones rurales et les conditions misérables de la paysannerie et des populations autochtones, mais qui englobe également les grandes villes et leur grande inégalité sociale. Pour résoudre non seulement la question de la violence contre les femmes, mais aussi leur oppression en général, il est nécessaire d'élever le niveau de développement social du pays, ce qui signifie retirer des mains des impérialistes les ressources et les infrastructures nécessaires pour le faire. La lutte contre l'oppression des femmes requiert une amélioration massive des services publics : soins de santé gratuits et de qualité, éducation pour tous et toutes, garderies, cafétérias publiques. Tout cela contribuerait à éliminer l'esclavage domestique auquel les femmes sont condamnées.

Séparer la lutte pour la libération des femmes de la lutte pour l'émancipation sociale et nationale, c'est la condamner à l'échec. C'est précisément ce que met de l'avant le programme féministe, qui divise la société entre les genres et non entre les classes. Ce programme est un **obstacle** à la libération des femmes parce qu'il fragmente l'unité de classe. Seulement la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme peut véritablement améliorer la situation des femmes. Si l'on comprend que les luttes pour l'émancipation sociale, nationale et des femmes sont inséparables, il est évident que les travailleurs masculins sont essentiels à la cause des femmes. Il est également clair que cela doit aller dans les deux sens, qu'il faut gagner les hommes à la perspective de **la pleine émancipation sociale** des femmes afin de parvenir à l'émancipation sociale et nationale de ces mêmes travailleurs. La lutte pour la libération des femmes ne réussira que sous la bannière communiste. ■

Pour un mouvement communiste pour la libération des femmes !

Palestine, Québec...

(suite de la page 16)

par exemple qu'une formalité pour les syndicats de **stopper** toutes les expéditions d'armes à l'État sioniste — le Canada exporte des millions de dollars en armes vers Israël. Ce sont les travailleurs québécois et leurs frères et sœurs au Canada anglais, qui fabriquent et transportent ces armes. Ils ont le pouvoir de stopper ces livraisons d'armes destinées à continuer le massacre et l'oppression nationale des Palestiniens. Cela serait une façon concrète de se battre pour la libération des Palestiniens et aussi pour la libération du Québec parce que ça serait une attaque également contre les intérêts de la bourgeoisie canadienne et ses patrons à Washington.

Mais même des actions aussi élémentaires se butent aux directions procapitalistes du mouvement ouvrier. Plusieurs syndicats ont bien dénoncé l'envoi d'armes à Israël par le Canada... mais ne lèvent pas le petit doigt pour mobiliser leurs membres dans des actions concrètes de boycottage. La raison pour cela est que l'opposition de ces bureaucrates à la guerre de Gaza est entièrement dans le cadre de ce qui peut être « acceptable » à Trudeau et aux autres impérialistes. La CSN par exemple s'est contentée d'appuyer une déclaration implorant le gouvernement libéral pour « la fin du commerce d'armes avec Israël ». Sans actions concrètes, ce pleurnichage libéral envers l'État canadien oppresseur est pire que de ne rien faire. Mais cela illustre la nécessité de bâtir un pôle anti-impérialiste opposé à ces traîtres ouvriers et qui se bat pour lier les actions concrètes en défense des Palestiniens — dans les usines de production d'armes et les transports internationaux comme au port de Montréal et à l'aéroport Dorval-Trudeau par exemple — à une bataille pour la libération nationale et sociale du Québec de l'État canadien et de ses laquais chez les élites et les chefs syndicaux nationalistes québécois !

Bien que le Canada soit une puissance impérialiste de deuxième rang (pour être charitable), il fait partie de l'ordre impérialiste mondial dominé par les États-Unis. Aujourd'hui, le monde est plus instable qu'il ne l'a été depuis la chute de l'Union soviétique, et le conflit au Moyen-Orient ne fait que causer encore plus de maux de tête aux impérialistes américains. Les États-Unis et ses alliés ont besoin de rétablir la stabilité dans la région à n'importe quel prix, surtout une région abondante en pétrole. L'État sioniste ainsi que les régimes arabes réactionnaires et détestés sont nécessaires à cette stabilité.

Les intérêts de la classe ouvrière internationale sont diamétralement opposés. L'ordre impérialiste mondial est l'ennemi de milliards de personnes souffrant d'oppression nationale, économique et sociale à travers le monde. C'est dans l'intérêt du mouvement ouvrier international de faire chuter l'État sioniste non seulement pour libérer les Palestiniens, mais aussi la classe ouvrière israélienne. Dans les centres impérialistes, les mêmes dirigeants qui soutiennent le massacre à Gaza lancent des attaques massives d'austérité contre les travailleurs qui ont de plus en plus de difficulté à se loger et à se nourrir. Des actions comme des grèves en appui aux Palestiniens seraient des attaques réelles contre l'impérialisme canadien. Affaiblissant ainsi l'ennemi, les ouvriers au Québec et au Canada pourraient en même temps renverser la vapeur et améliorer leur situation aux dépens des establishments québécois et canadien (voir notre déclaration en page 3 : « Le Front commun doit casser cette dictature de monocles ! »).

L'impérialisme : ennemi des Palestiniens et des Québécois

Organiser une lutte anti-impérialiste au Québec en appui de la cause palestinienne n'est pas un appel à la solidarité libérale de pacotille : la classe ouvrière québécoise a un intérêt dans la lutte pour les droits nationaux des Palestiniens parce qu'elle est aussi victime de l'ordre impérialiste mondial. Les peuples palestinien et québécois partagent des ennemis communs.

Les deux ont été opprimés par l'Empire britannique, lequel a réprimé sauvagement la révolution démocratique des Patriotes de 1837-38 et la grande révolte arabe de 1936-39 cent ans plus tard. Respectivement, ces deux défaites ont amené à la construction de l'État canadien moderne et à la formation de l'État sioniste. Aujourd'hui, les États-Unis soutiennent indéfectiblement un « Canada uni » contre le peuple québécois ainsi qu'Israël contre le peuple palestinien. Étant donné leur ennemi commun, l'impérialisme, chaque coup porté par le mouvement ouvrier québécois aidera un tant soit peu la cause palestinienne. Chaque pas que les ouvriers québécois font vers l'indépendance du Québec sera un coup



Gable/Reuters

Trudeau et son maître impérialiste américain, ennemis des Palestiniens et des Québécois.

modeste, mais réel porté contre l'impérialisme en Amérique du Nord !

Pour une direction anti-impérialiste dans les syndicats !

Une perspective révolutionnaire, en Palestine/Israël comme au Québec, est donc plus urgente que jamais. Mais les deux peuples n'ont subi que défaites et humiliations depuis des dizaines d'années. Au Québec, ce qui reste des acquis de la Révolution tranquille pour les travailleurs est de plus en plus sacré aux vidanges, tandis que les Palestiniens n'en finissent plus de subir les massacres sionistes. Mais la responsabilité pour ces défaites tombe sur les directions nationalistes de ces mouvements, qui n'ont jamais offert de perspective de victoire. Au Québec, les bureaucraties syndicales ont depuis toujours subordonné la lutte de libération nationale et la lutte des travailleurs aux élites nationalistes québécoises, comme le Parti québécois, qui ont freiné à chaque tournant l'élan des masses québécoises pour leur libération. En Palestine, la population continue de payer encore bien plus cher pour la stratégie de ses leaders nationalistes, comme l'Organisation de libération de la Palestine, qui ont essayé inutilement de convaincre les États-Unis et l'ONU de les laisser former un État palestinien. Au Québec et en Palestine, le nationalisme bourgeois n'amènera pas à la libération nationale parce qu'il ne s'attaque pas au système impérialiste mondial.

Les chefs syndicaux d'aujourd'hui au Québec, tout comme d'ailleurs les nationalistes « de gauche » comme Québec solidaire et l'aile soi-disant progressiste du PQ, acceptent dans les faits l'ordre impérialiste mondial dans la mesure où ils appuient les visées de « l'État québécois » et des patrons québécois qui cherchent à en tirer leurs petits profits. Quand François Legault, cette incarnation du boss québécois cheap et arriéré, a qualifié d'« inacceptable » la manifestation pro-Palestine du 8 octobre à Montréal, aucun chef syndical n'a défendu les manifestants ni dénoncé les crimes de l'État sioniste. Au lendemain des attaques criminelles et contre-productives par le Hamas contre des civils israéliens et étrangers, les bourgeoisies québécoise et canadienne se sont mises fermement du côté de Netanyahu et ont essayé de discréditer toute opposition à l'État sioniste. C'est dans des moments comme celui-ci que le peuple palestinien a besoin de soutien et non seulement en paroles, mais en actions. Même une grève de quelques heures aurait envoyé un signal fort à Legault et à ses patrons impérialistes que les travailleurs québécois défendent les droits nationaux des Palestiniens !

Mais les chefs syndicaux ne vont pas gâcher le consensus pro-Israël. C'est

seulement quand le nombre d'enfants palestiniens massacrés par les bombes israéliennes a dépassé plusieurs milliers et que l'outrage moral envahissait les réseaux sociaux que la FTQ et la CSN ont daigné sortir des communiqués impotents réclamant un « cessez-le-feu immédiat ». Mais même l'aile plus libérale du Parti libéral du Canada en demande autant ! (Une aile de la bourgeoisie libérale canadienne croit effectivement qu'une posture pour « la paix » donne un avantage moral au Canada dans les tractations impérialistes internationales). Mais on ne peut pas se laisser duper : les gouvernements impérialistes arrêteront d'armer l'État sioniste seulement quand ils y seront forcés. Et qui peut les forcer ? Des travailleurs comme ceux et celles de la CSN et la FTQ ! La vision du monde des bureaucrates syndicaux, où la domination par les États-Unis et ses alliés est un fait de la vie inébranlable, conduit au contraire à l'impasse dans la lutte de libération nationale de la Palestine, du Québec, et dans les luttes syndicales tout court !

La tâche des travailleurs et des jeunes qui veulent défendre les Palestiniens est de se battre pour construire un mouvement anti-impérialiste et pour forger une nouvelle direction dans le mouvement ouvrier qui mettra cette lutte anti-impérialiste de l'avant. Ça prendra des batailles politiques pour exposer et condamner la servilité des bureaucrates syndicaux face à l'impérialisme canadien. Mais ces batailles nécessaires pour que la colère face au massacre sioniste puisse être canalisée non vers des demandes inutiles envers les gouvernements impérialistes, mais vers la destruction du système impérialiste mondial, sont précisément les batailles que la gauche soi-disant socialiste au Québec et au Canada ne fait pas, se contentant, comme les bureaucrates syndicaux, de demander une politique plus

« Une voie révolutionnaire pour la libération palestinienne »

Disponible en arabe





لا تجلب «حماس» سوى الموت والهزيمة
طريق ثوري لتحرير فلسطين

... (Arabic text) ...

International Communist League (Fourth Internationalist)
Box 7429 CPO, New York, NY 10116 USA • www.4thint.org • 1-800-SPARTACIST • @Spartacist • @Spartacist.org

spartacist.org/arabic/2023-gaza/

« humanitaire » du Canada et/ou dans certains cas de jouer les meneuses de claque pour le Hamas réactionnaire.

Mobilisez les ouvriers pour la libération de la Palestine et du Québec !

Sans une perspective révolutionnaire et internationaliste, les luttes de libération nationale tombent dans l'impasse et le nationalisme ne peut que créer plus de divisions parmi les opprimés. Au Québec, la CAQ, qui rejette farouchement l'indépendance du Québec, canalise les aspirations nationales des travailleurs québécois vers son nationalisme conservateur et réactionnaire « de survivance ». Pour donner l'allure qu'il défend le Québec, Legault lance des attaques racistes contre les minorités et surtout contre les musulmans qui « refusent de s'intégrer ». Manipulant les sentiments légitimes pour la laïcité provenant des batailles contre l'Église catholique lors de la Révolution tranquille, les attaques de Legault comme la loi 21 divisent et affaiblissent la classe ouvrière québécoise multiethnique. Le résultat est non seulement plus d'attaques des patrons contre des travailleurs divisés, mais aussi peu ou pas d'appui pour la libération du Québec de la part des travailleurs immigrants.

Il faut certainement combattre les politiques « multi-culturelles » d'Ottawa qui cherchent depuis longtemps à affaiblir la nation québécoise, voire à la faire disparaître. Mais s'attaquer aux minorités est contre-productif parce que ça les amène à voir l'État canadien comme leur protecteur. La seule façon de se défendre du fédéral est en se battant pour l'indépendance du Québec. Pour y arriver, les Québécois « de souche » ont besoin du plus grand nombre d'alliés possibles au Québec et au Canada anglais. Ils ne trouveront pas de meilleurs alliés que les travailleurs immigrants qui ont laissé leur pays d'origine à cause des guerres et de la misère créées par le système impérialiste mondial, dont le Canada fait partie. C'est donc vital pour la classe ouvrière québécoise de combattre les attaques antimusulmanes poussées par ses élites et ses médias non simplement parce que c'est moralement la chose à faire, mais parce que c'est *nécessaire* pour libérer le Québec !

Contre l'impuissance et le désespoir, il faut un pôle anti-impérialiste !

La colère face au massacre sioniste a créé une vague d'activisme pro-Palestine dans les campus à Montréal, particulièrement à McGill et à Concordia, qui se bute à la répression des administrations et de la police. C'est le devoir de la classe ouvrière québécoise de sortir en défense de ces étudiants pro-Palestine victimes de répression.

Mais la plupart des leaders de ces mouvements soutiennent la stratégie du Hamas ou ne tolèrent aucune critique du Hamas, tout en semant des illusions sur la possibilité de changer les politiques de Trudeau par la pression morale. Ces jeunes, la plupart d'origine immigrante et anglophones, sont démonisés et isolés de la société québécoise. La plupart vivent d'ailleurs dans les bulles fermées de ces institutions anglophones qui entretiennent le mépris envers les Québécois. En même temps, comme en Israël/Palestine, le désespoir croissant du peuple palestinien est de plus en plus canalisé vers la réaction islamiste

tandis que les Juifs sont poussés plus profondément dans les bras du sionisme. Toute cette situation a de toute évidence poussé des individus désaxés à s'attaquer à des personnes ou des institutions, même des écoles, à Montréal simplement parce qu'elles sont juives. Ces actes criminels sont ensuite montrés du doigt par tous les réactionnaires antimusulmans du Québec pour encore plus salir la cause palestinienne. Ce cycle doit être brisé, et seul un pôle anti-impérialiste qui lie la lutte de libération nationale des Palestiniens et des Québécois peut le faire.

Pour arriver à l'unité entre le peuple palestinien et les travailleurs québécois et des autres pays face à l'impérialisme, il faut rejeter l'islamisme qui ne reconnaît pas le droit démocratique du peuple juif israélien à vivre en tant que nation en Israël/Palestine. Mais surtout, le nationalisme arabe et l'islamisme mènent les Palestiniens de défaite en défaite et briser son emprise est essentiel *pour* la cause palestinienne ! Cela rend d'autant plus important qu'il y ait dans la gauche au Québec un pôle anti-impérialiste qui puisse canaliser l'énergie de ces jeunes militants étudiants multiethniques dans une perspective de victoire contre l'État sioniste et contre l'impérialisme américain *et* canadien.

La vraie paix arrivera au Moyen-Orient seulement quand les Palestiniens seront libres. Et ils ne seront libres que quand l'État sioniste sera détruit. La seule solution est pour la classe ouvrière juive en Israël de prendre fait et cause pour la libération palestinienne contre le sionisme et l'impérialisme, dont ils sont eux-mêmes aussi les victimes. La population de Gaza n'a aucun besoin de sympathie morale : elle a besoin de libération *dans les faits*. Elle a besoin d'actions concrètes contre l'impérialisme au Canada et ailleurs. En frappant contre l'impérialisme ici au Québec, la classe ouvrière québécoise aidera non seulement ses frères et sœurs en Palestine, mais avancera aussi vers sa propre libération : la République ouvrière du Québec.

À bas le massacre sioniste à Gaza ! Défendons les militants propalestiniens au Québec et au Canada ! À bas l'impérialisme américain et canadien ! Libération nationale pour les peuples palestiniens et québécois ! ■

Ligue trotskyste au Québec et au Canada



République ouvrière : republique.ouvriere@gmail.com
Workers Tribune : tl.workertribune@gmail.com

Montréal : C.P. 83 Succ. Place d'Armes
Montréal QC H2Y 3E9
(514) 728-7578
trotskye.montreal@gmail.com

Toronto : C.P. 7198 Succ. A
Toronto ON M5W 1X8
(416) 593-4138
trotskyist.toronto@gmail.com

X@Rep_Ouvriere
Site web de la LCI : icl-fi.org

— Que mort et défaite avec le Hamas —

Une voie révolutionnaire pour la libération palestinienne

Nous réimprisons ci-dessous un supplément à Spartacist publié le 10 octobre 2023.

Soyons clairs sur deux choses. Premièrement, les Palestiniens subissent une oppression nationale brutale et des meurtres indiscriminés perpétrés par l'État d'Israël – ils ont absolument le droit de se défendre, y compris en utilisant la force. Deuxièmement, les meurtres délibérés de civils israéliens par le Hamas et ses alliés sont un crime abominable totalement contre-productif pour la lutte de libération palestinienne. Alors que la population de Gaza est aujourd'hui affamée et massacrée par l'Armée de défense d'Israël (ADI), il est urgent pour le mouvement ouvrier international de s'opposer à l'offensive israélienne. Mais pour que la lutte de libération palestinienne avance et soit victorieuse, elle devra emprunter une voie totalement différente de toutes les propositions existantes, que ce soit l'islamisme ou le nationalisme laïque. Ce qu'il faut, ce n'est pas la solidarité bon marché proposée par toute la bande des libéraux de gauche et des pseudo-socialistes, mais une voie révolutionnaire pour la libération palestinienne.

Comment vaincre l'État sioniste

Pour vaincre son ennemi, il faut exploiter ses points faibles et neutraliser ses points forts. La résilience de l'État d'Israël repose sur le fait que les millions de Juifs qui vivent à l'intérieur de ses frontières le considèrent comme la seule façon qu'ils ont de se défendre dans une région hostile. Tant qu'il en sera ainsi, les Israéliens se battront jusqu'à la mort pour défendre l'État sioniste. Cela faisait partie du plan des impérialistes depuis l'époque où la Grande-Bretagne avait décidé de soutenir le projet sioniste. Aujourd'hui les États-Unis et Israël assurent leurs intérêts au Moyen-Orient en violant les droits nationaux du peuple palestinien et en entretenant un état d'hostilité permanente entre Juifs et musulmans. La combinaison d'une population militarisée et du soutien impérialiste confère à l'État israélien sa force et son apparence d'invincibilité.

Mais cette construction est fragile et ne se perpétue que par la mentalité de forteresse assiégée entretenue par la bourgeoisie. Le point faible, c'est précisément qu'il s'agit d'un État théocratique militarisé, dirigé par une clique toujours plus extrémiste de fanatiques corrompus. Les travailleurs israéliens subissent la conscription, l'embrigadement religieux et des conditions de travail et de vie brutales. Toute résistance à cet état de choses est qua-

lifiée de trahison envers les Juifs. Cette situation crée en Israël de profonds clivages raciaux, sociaux et politiques, qu'il faut exploiter pour briser l'État sioniste et libérer les Palestiniens.

La stratégie du *djihad* suivie par le Hamas ne fait rien de cela, et ne fait qu'accentuer encore les points forts d'Israël. En prenant pour cible des civils israéliens, le Hamas n'a réussi qu'à pousser tous les Israéliens à serrer les rangs derrière le gouvernement détesté de Nétanyahou, garantissant ainsi l'unité de toute la société derrière la riposte militaire sanglante contre Gaza. Dans ces conditions, une confrontation militaire n'apportera au peuple palestinien que la défaite et d'innombrables morts. Il n'y aura pas de victoire possible sans briser le lien entre les travailleurs juifs et leur bourgeoisie, et c'est impossible si l'on ne reconnaît pas le droit démocratique du peuple juif israélien à vivre en tant que nation en Israël/Palestine.

Les islamistes et les nationalistes palestiniens sont toujours coincés entre deux alternatives : soit diriger leur combat contre toute la population juive d'Israël, soit accepter une cohabitation avec l'État sioniste. Toutes les deux sont des impasses. La clé, c'est d'enfoncer un coin entre le peuple israélien et l'État théocratique. On ne peut le faire qu'avec une stratégie militaire et politique marxiste, basée sur la conception que le conflit entremêlé des classes et des nations ne pourra pas être résolu si l'on ne s'attaque pas à la propriété privée. C'est seulement à partir de là qu'il est possible d'élaborer un programme conforme aux intérêts à la fois des Palestiniens et de la classe ouvrière israélienne.

Prenons la question de la terre. Les Palestiniens veulent à juste titre sa restitution pour le crime historique dont ils ont été victimes. Dans le cadre des structures sociales existantes, c'est impossible à concilier avec le droit des Juifs à conserver la terre sur laquelle ils vivent souvent depuis plusieurs générations. Mais Israël, comme toutes les sociétés capitalistes, est extrêmement inégalitaire. La plus grande partie des terres et des biens sont contrôlés par une infime fraction de la population, tandis que la majorité peine à joindre les deux bouts. En expropriant cette couche parasitaire, il est possible à la fois de commencer à rendre justice aux Palestiniens et d'améliorer les conditions de vie des travailleurs juifs.

Au niveau militaire, il faut exercer le maximum de pression sur l'ADI pour montrer à la société israélienne



Mohammed Abed/Getty

Camp de réfugiés palestiniens à Gaza dévasté par une frappe israélienne le 9 octobre 2023.

que l'oppression des Palestiniens a un coût insupportable. Tirer à l'aveuglette des roquettes sur les villes israéliennes ne fait que renforcer chez les soldats israéliens la volonté de se battre. La population palestinienne tout entière doit au contraire être mobilisée pour s'opposer à toute atteinte à son territoire et pour briser le siège de Gaza et de la Cisjordanie.

Mais la résistance armée ne peut pas à elle seule conduire à la victoire : il faut la combiner avec une perspective de lutte de classe à l'intérieur même d'Israël. Il faut pour cela lutter pour la libération économique des travailleurs, contre la discrimination raciale que subissent les Arabes et les Juifs non blancs et pour la séparation de la religion et de l'État. Il *faudrait* faire le lien entre ces luttes et le combat pour briser l'obstacle principal à tout progrès social : l'oppression des Palestiniens par Israël. La tâche prioritaire des révolutionnaires en Israël est précisément de lutter pour que le mouvement ouvrier prenne fait et cause pour la libération palestinienne et lutte contre les dirigeants ouvriers sionistes.

Il est crucial que la lutte de classe dans les villes soit aussi portée à l'intérieur de l'armée israélienne, dans la perspective de la scissionner. L'ADI est majoritairement composée de conscrits qui sont obligés de faire leur service militaire. Si le service militaire n'est plus considéré comme vital pour la survie du peuple juif, si le coût de l'oppression du peuple palestinien devient trop important et si le conflit à l'intérieur d'Israël en arrive à un point de rupture, l'armée israélienne peut et va se fracturer.

Plus de 75 ans d'une histoire pleine de brutalités ont lié de façon inextricable le sort des Juifs israéliens et celui des Palestiniens. La libération de la Palestine nécessite de briser l'État sioniste, ce qui est impossible sans la libération de la classe ouvrière israélienne. Réciproquement, pour améliorer la situation économique, démocratique et sociale des travailleurs israéliens, et pour garantir leur

existence même au Moyen-Orient, il faut mettre fin à l'oppression des Palestiniens, qui est le fondement même de l'État sioniste.

Comment vaincre l'impérialisme

Israël est soutenu par les États-Unis et par toutes les autres puissances impérialistes, comme on l'a vu à nouveau avec leur soutien inconditionnel à l'attaque contre Gaza. La libération des Palestiniens nécessite par conséquent une stratégie pour affronter et vaincre l'impérialisme au Moyen-Orient, et en fin de compte dans le monde entier. Mais les nationalistes en sont totalement incapables ; ils placent leurs espoirs dans l'ONU et la « communauté internationale » ou comptent sur les États arabes pour faire pression sur les États-Unis.

L'ONU est un nid de brigands impérialistes dominé par les États-Unis et les « grandes puissances », qui sont elles-mêmes responsables du dépeçage de la Palestine et de la perpétuation de son oppression. Le consensus parmi les impérialistes est totalement pro-Israël. Même s'ils négociaient un cessez-le-feu ou un accord de paix, cela refléterait nécessairement leurs intérêts, qui sont de maintenir l'État sioniste comme avant-poste dans la région. Toute stratégie reposant sur les brigands qui dominent le monde, qu'il s'agisse de celle de l'Organisation de libération de la Palestine ou de la campagne BDS (Boycott désinvestissement sanctions), ne peut qu'aggraver l'oppression de la Palestine et conduire à la défaite.

Quant aux États musulmans, de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban à l'Iran, ils ont des centaines de fois poignardé les Palestiniens dans le dos pour leurs propres intérêts opportunistes. Les cheiks, les dictateurs et les mollahs qui règnent sur le monde musulman ne « défendent » la Palestine que dans la mesure où cela concorde avec leurs propres objectifs économiques et militaires et renforce leurs propres positions. Toute stratégie liant la lutte de

libération palestinienne à ces forces se terminera nécessairement par une trahison.

Ce qu'il faut, c'est une stratégie basée non pas sur la « communauté internationale » ou sur les dirigeants capitalistes de la région, mais sur la mobilisation de la **classe ouvrière internationale** contre toutes les puissances impérialistes et capitalistes. Ce qu'il faut, c'est une alliance des ouvriers et des paysans dans tout le Moyen-Orient pour chasser les impérialistes américains et libérer toute la région. Ceci inclut les travailleurs juifs, qui n'ont aucun intérêt à continuer à servir de pions des États-Unis. De plus, ceux qui luttent pour la cause palestinienne doivent construire un front international avec les organisations ouvrières américaines, britanniques, françaises et allemandes pour stopper les livraisons d'armes à Israël. Ce sont ces travailleurs qui transportent ces armes. Et leurs luttes sont la meilleure façon d'affaiblir l'impérialisme et de faire avancer la cause palestinienne.

Mais nous pouvons voir que ces alliés les plus sûrs sont ceux que rejettent les panislamistes et les nationalistes. En s'alliant aux dirigeants arabes, ils s'allient aux exploités des masses arabes. Et on ne gagnera jamais les travailleurs américains et européens, y compris les travailleurs juifs, à une lutte menée sous la bannière de l'islamisme et pour la destruction de tous les Israéliens.

Les apologistes socialistes du Hamas

Après l'offensive du Hamas contre Israël le 7 octobre, les médias pro-israéliens ont lancé une campagne de propagande massive pour justifier la riposte militaire sanglante d'Israël et nier l'oppression des Palestiniens. Pour s'opposer à cette campagne, un certain nombre d'organisations se disant communistes ou socialistes, comme le Socialist Workers Party britannique ou le Parti communiste de Grèce, ont fait disparaître le fait que le Hamas a de façon criminelle pris pour cible des civils, au nom du droit de la Palestine à se défendre.

Avec ces prises de position, non seulement ils traînent dans la boue le nom du communisme en l'associant aux crimes du Hamas, mais ils acceptent aussi que le peuple

palestinien continue à être dirigé par ces fanatiques islamistes assassins. Ces gens savent très bien que le Hamas n'apportera jamais la liberté aux Palestiniens, mais ça ne les empêche pas de garder le silence là-dessus, en raison de leur solidarité libérale bon marché.

Toute la stratégie du Hamas est de provoquer une forte réaction israélienne, ce qui revient à enfileur un gilet-suicide sur tout Gaza. Il faut sans équivoque défendre Gaza contre les représailles sanglantes d'Israël, tout en s'opposant en même temps à cette stratégie désastreuse.

Certains groupes de gauche comme Left Voice, la section américaine de la Fraction trotskyste [Révolution permanente en France], chuchotent à la fin de leur article que « nous sommes aux côtés de la résistance du peuple palestinien sans suggérer que nous partagerions la stratégie et les méthodes du Hamas, dont l'objectif est d'instaurer un État théocratique » (7 octobre). Ceci étant dit, rien de ce qu'ils écrivent ne vise à briser l'emprise du nationalisme et de l'islamisme sur la lutte de libération palestinienne. Comme la plupart de la gauche, ils jouent un rôle de supporters libéraux qui ne peuvent pas critiquer les groupes opprimés même quand on les conduit vers l'abîme.

Le rôle de la gauche pseudo-socialiste est d'autant plus méprisable que les Palestiniens ont terriblement, toujours plus besoin d'une voie viable pour conduire à leur libération. La marche des événements s'accélère, conduisant à un niveau de carnage et de réaction jamais vu depuis plusieurs décennies. Si les socialistes ne se battent pas pour une solution révolutionnaire à ce conflit, le désespoir croissant du peuple palestinien sera canalisé une fois de plus vers la réaction islamiste tandis que les Juifs seront poussés plus profondément encore dans les bras du sionisme. Cet affreux engrenage réactionnaire ne se bornera pas aux frontières d'Israël et de la Palestine mais se répandra beaucoup plus loin au Moyen-Orient et dans le monde entier. La tâche urgente des socialistes est de briser ce cycle infernal.

**Défense de Gaza !
Israël, hors de Cisjordanie et du plateau du Golan !
Pour une fédération socialiste du Moyen-Orient !**



SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Spartacist édition en français n° 46
octobre 2023 (72 pages) 4\$

Disponible sur le site web de la LCI :
icl-fi.org/francais/spf/46/

@SpartacistICL



Commandez/Payez auprès de :
Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ.
Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8

Libération de la Palestine ! Libération du Québec !



Sans crédit

Manifestation propalestinienne à Montréal le 13 octobre (à gauche). Marche en défense des prisonniers politiques du FLQ pendant la Révolution tranquille (à droite). Il faut unir les luttes de libération nationale dans un mouvement anti-impérialiste !

Pendant que l'armée israélienne poursuit son massacre génocidaire à Gaza, une virulente campagne raciste contre les supporters de la cause palestinienne déferle sur tout le Québec et le Canada. De Trudeau à Legault, en passant par les administrations universitaires et les médias corporatifs, le soutien à la juste cause de libération nationale des Palestiniens est associé au « terrorisme » et à l'islamisme militant. Les masses québécoises, qui ont une expérience on ne peut plus extensive de l'oppression nationale, ressentent pourtant une révolte profonde devant les massacres à Gaza. Mais elles sont aussi manipulées par les démagogues de la droite nationaliste des torchons de Québecor et autres pour les embrigader dans la campagne raciste, voulant associer la cause palestinienne au « multiculturalisme » hypocrite du Canada anglais, à l'antisémitisme et à la haine des femmes. Un programme clair et net liant la défense des Palestiniens à la cause de la libération nationale du Québec est donc plus urgent que jamais.

Mais la réponse de la gauche et des organisateurs de manifs propalestiniennes n'est qu'un tissu de libéralisme impuissant ou, dans certains cas, d'apologie pour les *djihadistes* réactionnaires du Hamas (ou les deux en même temps). Manifester en anglais dans les rues de Montréal pour demander à Trudeau d'appliquer les belles « valeurs

canadiennes » sur la scène internationale est un repoussoir on ne peut plus efficace pour les Québécois opprimés qui associent justement le nom de Trudeau à l'oppression brutale du Québec (comme dans la crise d'Octobre). Comme l'explique la déclaration de notre organe international *Spartacist* (voir page 13), ces stratégies ne mènent d'ailleurs qu'à la défaite pour le peuple palestinien !

De toute manière, comme dans chaque guerre passée menée par l'État sioniste contre les Palestiniens, les grandes puissances impérialistes (et les petites comme le Canada) et l'ONU ont été très claires qu'elles n'ont aucun souci pour les droits nationaux et la vie des Palestiniens. Il faut voir la réalité en face : la stratégie de vouloir convaincre ces leaders impérialistes d'agir dans les intérêts des Palestiniens ne porte aucun fruit et ne peut qu'amener plus de défaite et de démoralisation. Il faut changer de stratégie.

Organiser la lutte anti-impérialiste

Au Québec et au Canada, la seule manière concrète d'aider les Palestiniens et de s'opposer au sionisme est en s'attaquant à l'impérialisme canadien et son grand frère U.S. Au Canada, grand exportateur d'armes, ce ne serait

(suite page 10)